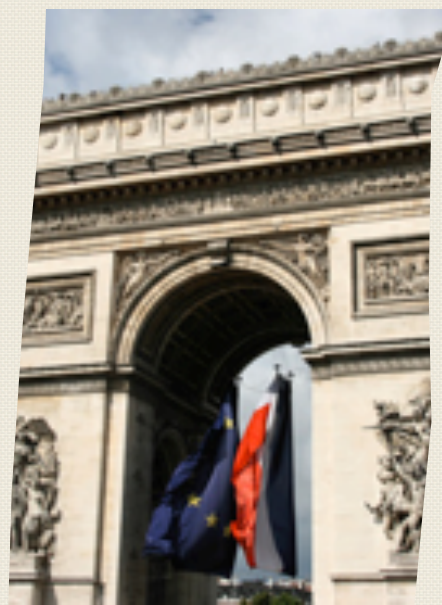


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 10 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le « coup de Jarnac »**
- 2) **L'arrogance de Valls**
- 3) **Le richissime s'énerve...**
- 4) **Cap des 2 millions : rêve ou réalité**
- 5) **Chemin de croix pour Valls**
- 6) **Il appelle à financer...**
- 7) **Il est donné gagnant**
- 8) **Tout est possible à...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Sur la tombe de Mitterrand, Bernard Cazeneuve fustige le "ni droite ni gauche"



Le Premier ministre Bernard Cazeneuve s'est recueilli sur la tombe de François Mitterrand à Jarnac ©AFP -Yohan BONNET

Par Julien Fleury, France Bleu La Rochelle et France Bleu

Pas de candidat à la primaire de gauche, ce dimanche matin à Jarnac pour le 21^e anniversaire de la mort de François Mitterrand. Mais un Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui en a profité pour célébrer la "fidélité" et la "loyauté". Critique en creux de Manuel Valls et surtout... Emmanuel Macron.



Bernard Cazeneuve à Jarnac s'entretient avec Gilbert Mitterrand, fils de l'ancien président © Radio France - Pierre Marsat

Ce n'était pas la foule des grands jours à Jarnac, en Charente, autour de la tombe de l'enfant du pays, François Mitterrand. Deux

des trois enfants de l'ancien président, Gilbert Mitterrand et Mazarine Pingeot. Son neveu Frédéric Mitterrand. L'ancienne garde mitterrandienne dont les ex-ministres Pierre Joxe et Hubert Védrine.

Pas de candidat à la primaire

Mais dans les rues de Jarnac, ce dimanche matin, aucun candidat à la primaire socialiste. A la place, un Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui a déposé deux gerbes sur la tombe de François Mitterrand, dans le cimetière des Grands-Maisons. L'une au nom du gouvernement, l'autre au nom de l'actuel chef de l'Etat, François Hollande.

Bernard Cazeneuve en a profité pour prononcer un discours en forme d'hommage appuyé au "précurseur" François Mitterrand: "c'était la volonté que la gauche se rassemble." Selon le Premier ministre, l'ancien président "avait la conviction que le clivage droite gauche conservait en France toute sa force et toute sa pertinence". Critique à peine voilée de la candidature d'Emmanuel Macron, "ni de droite ni de gauche".

Discours que François Mitterrand aurait rejeté d'après Bernard Cazeneuve: "le centre n'est ni de gauche, ni de gauche, disait-il drôlement".



Bernard Cazeneuve dans les rues de Jarnac, aux côtés du maire François Raby et de Gilbert Mitterrand, fils de l'ancien président © Radio France - Pierre Marsat

Devant la presse, Bernard Cazeneuve a conclu son déplacement en faisant l'éloge de la fidélité, "belle valeur, comme la loyauté d'ailleurs". Nouveau coup de canif à l'attention de Manuel Valls et Emmanuel Macron, accusés par les proches de François Mitterrand d'avoir "trahi" l'actuel chef de l'Etat. Bernard Cazeneuve a répété ce qui était selon lui le "message légué" par François Mitterrand: "il n'y a pas de possibilité de gagne pour la gauche si elle ne se rassemble pas."



Bernard Cazeneuve entre dans le cimetière des Grands-Maisons, où est enterré François Mitterrand. L'homme qui porte l'écharpe tricolore est le maire de Jarnac François Raby. Sur sa gauche, l'ancien ministre Hubert Védrine © Radio France - Pierre Marsat

François Mitterrand s'est éteint le 8 janvier 1995, huit mois après avoir quitté l'Elysée, emporté par un cancer de la prostate diagnostiqué en 1981 mais tenu secret.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Les retrouvailles glaciales entre Manuel Valls et Philippe Martinez (CGT)

Quand le premier défenseur de la loi Travail retrouve son principal adversaire. Candidat à la primaire de la gauche, Manuel Valls a eu la surprise d'être confronté au secrétaire général de la CGT Philippe Martinez sur le plateau de "L'Emission politique" de France2. Et les retrouvailles ont été particulièrement glaciales



"Bonjour Monsieur l'ancien premier ministre", lui a adressé sans sourire le dirigeant syndical après une poignée de main du bout des doigts. "Bonjour Monsieur le secrétaire général de la CGT", lui a

répondit Manuel Valls... avant de laisser passer un ange. "Voilà pour les politesses", s'est senti obligé de préciser le journaliste David Pujadas pour briser la glace.

"J'ai plaisir à vous retrouver même si...", s'est senti obligé d'indiquer Manuel Valls... Immédiatement renvoyé dans les cordes par Philippe Martinez: "Même si on ne s'est pas vu souvent..." Un tacle sur l'absence de dialogue sur la loi Travail. Non, a rétorqué l'ancien premier ministre en précisant qu'ils s'étaient salués... lors de l'enterrement de l'ancien numéro un de la CFDT, François Chérèque.

Le débat s'est alors engagé dans un dialogue de sourds, chacun campant sur ses positions et son propre bilan du quinquennat. Manuel Valls : "je peux répondre ?" Philippe Martinez : "je n'ai pas encore posé ma question". Manuel Valls: "Chacun son métier". Philippe Martinez: "Moi c'est pas un métier".

La confrontation s'est achevée dans un registre similaire. "Au mois d'avril et de mai prochain, il y aura des choix de société pour ce pays", a conclu Manuel Valls. "Nous refuserons de choisir entre le pire et le moins pire. Nous voulons le meilleur. Proposez nous le meilleur". Trop tard?

http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/l-emission-politique/l-emission-politique-du-jeudi-5-janvier-2017_1992029.html

Le Huffington Post Nicolas Maury

editoweb.eu

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Interrogé sur ses liens avec le Qatar, Jean-Marie Le Guen s'emporte sur France Info



© Charles Platiau Source: Reuters

Le secrétaire d'Etat au Développement est sorti de ses gonds sur les ondes de France Info, où il était interrogé sur ses démêlés judiciaires avec les auteurs d'un livre-enquête sur ses liens avec les émirats du Qatar. «Mensonges», martèle-t-il.

Invité sur le plateau de France Info, le matin du 5 janvier, Jean-Marie Le Guen s'est montré particulièrement agacé lorsqu'on lui a demandé de s'expliquer sur le procès qui l'oppose aux journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot, auteurs d'une enquête intitulée Nos très chers émirats (Michel Laffon, 2016) et traitant des liens entre la France et le Qatar.

Dans cet ouvrage, il est notamment reproché à Jean-Marie Le Guen, ancien député de Paris, d'avoir tenté de faire bloquer toutes les critiques de parlementaires vis-à-vis des liens étroits qu'entretient la France avec l'émirat. En contrepartie, il aurait touché 10 000 euros par mois avec en prime, la création d'une agence de communication à Paris financée par le Qatar.

Georges Malbrunot assure avoir la preuve «à 100,1%» de ce qu'il avance sur Jean-Marie Le Guen. Face à cette déclaration, le secrétaire d'Etat de François Hollande a perdu son sang-froid. «Je vais vraiment en avoir marre, hein !», a-t-il tempêté, ajoutant qu'il s'agissait selon lui d'une «polémique honteuse» et que l'ouvrage ne comportait pas «l'ombre d'une preuve». «C'est par corporatisme journalistique [que la polémique] est reprise ici et là par certains. C'est franchement scandaleux», a-t-il martelé.

Jean-Marie le Guen a également déclaré avoir porté plainte pour diffamation contre Georges Malbrunot et Christian Chesnot, qui travaillent au Figaro et à France Inter et déploré que le journaliste de France Info Guy Birenbaum donne la parole à Georges Malbrunot, qui n'a selon lui «d'autre objet, outre le fait de critiquer la politique française au Moyen-Orient, que de vendre son livre.» Et d'ajouter à l'adresse du journaliste : «Vous en êtes quelque part le complice.»

Pourtant, pour Georges Malbrunot, l'attaque en diffamation de la part de Jean-Marie Le Guen serait en fait une manœuvre politique qui lui permettrait de s'en servir en tant qu'argument de défense lors des élections législatives. Ce serait d'ailleurs pour cela que le secrétaire d'Etat aurait délibérément choisi «une procédure [...] assez longue», qui lui «permettra [...] de pouvoir affronter ses électeurs cette année lors des élections législatives».

En outre, l'agacement de Jean-Marie Le Guen n'a pas manqué de susciter la réaction des auteurs de Nos chers émirs. Ainsi, pour Georges Malbrunot, l'ancien député de Paris a voulu jouer la carte de l'indignation et de la colère pour s'opposer à une curiosité journalistique légitime.



Georges Malbrunot @Malbrunot
I- JM Le Guen. Etrange de s'en prendre aux journalistes de France Info en les menaçant presque qd ils posent des questions embarrassantes.



Georges Malbrunot @Malbrunot
II- Probablement parce qu'il ne veut pas que d'autres puissent en faire de même dans d'autres itws. La colère pour calmer la curiosité.

Le 29 novembre 2016, RT France avait rencontré Georges Malbrunot qui avait donné son point de vue sur le fiasco de la politique française au Moyen-orient. Dans Nos très chers émirs, Georges Malbrunot et Christian Chesnot expliquent entre autre que l'Arabie saoudite et le Qatar, par l'intermédiaire de financiers privés ou «pseudo-privés» ont «alimenté Daesh et al-Nosra pendant des années» leur permettant de prendre une position dominante aux dépens des rebelles «modérés», tandis qu'en France, «on fermait les yeux sur ces acquantances-là» sans plan alternatif au renversement du «régime» de Bachar el-Assad.

IV) Primaire à gauche. Benoît Hamon: "La fatigue des appareils politiques"



Benoît Hamon. | Thierry Creux/Ouest-France

Benoît Hamon, candidat à la primaire organisée par le PS en vue de la présidentielle, a espéré dimanche 2 millions de participants au scrutin des 22 et 29 janvier pour « propulser » le vainqueur, qui devra, selon lui, « rassembler la gauche ».

« Si on passe le cap des 2 millions, on se donne l'assise à partir de laquelle le vainqueur ou la vainqueur aura de la force politique » car « la primaire, ça n'est que la petite présidentielle », a déclaré ce député et ancien ministre de l'Éducation lors de l'émission « Questions politiques » de franceinfo, en partenariat avec France Inter et Le Monde.

À ce sujet, « le fait qu'il y ait 1 600 bureaux de vote de moins qu'en 2011 m'inquiète un peu. Il est l'illustration de la fatigue des appareils, dont l'appareil du Parti socialiste », a développé cet ancien porte-parole du PS.

Il a cependant dit sentir « sur le terrain un vrai regain d'intérêt » de l'opinion pour cette primaire, à quatre jours du premier débat télévisé entre les sept candidats en lice, dont quatre socialistes. Quelque 8 000 bureaux de vote sont prévus. Solférino espère entre 1,5 et 2 millions d'électeurs, contre près de 2,7, puis 2,9 millions de votes aux premier et second tours de la primaire de 2011.

"Voir si cette primaire est utile"

« Il s'agira de voir si cette primaire est utile au rassemblement de la gauche ou si elle ne change rien à ce qui est le paysage éclaté de la



Benoît Hamon | AFP

gauche », a ajouté M. Hamon. Interrogé sur le moyen de réduire à gauche le nombre de candidats à la présidentielle, l'ancien ministre a évoqué « **deux conditions** ».

La première est de « **se voir et de s'estimer avec les uns et les autres - Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot s'il l'accepte, Emmanuel Macron -, quelles sont les questions autour desquelles des passerelles existent et des rassemblements sont possibles** », selon lui.

En cas de victoire à la primaire, « **le 30 janvier au matin, je prendrai mes responsabilités et je leur demanderai aux uns et aux autres de les rencontrer** », a-t-il promis.

La deuxième condition est « **de ne pas faire de sa candidature un préalable** », sinon « **on va arriver à une discussion fermée d'avance** », a prévenu M. Hamon.

« **Nous verrons de quelle manière nous arrivons à construire un scénario qui peut embrasser bien des aspects de la vie politique : pas simplement la présidentielle mais, derrière, le rassemblement de la gauche aux législatives** », a esquissé ce député des Yvelines.



V) Primaire à gauche : le chemin de croix de Manuel Valls

Soazig Quéméner - Marc Endeweld



"Même si ce n'était pas ma ligne, je préférerais quand Valls faisait du Valls, au moins il était clair, c'était finalement plus rassurant" - CHAMUSSY/SIPA

Rien ne va plus pour l'ancien Premier ministre. Attaqué de toutes parts, lâché par l'exécutif, sa campagne pour la primaire ressemble à un véritable chemin de croix.

Depuis sa déclaration de candidature, rien ne se passe comme il l'avait prévu. Manuel Valls, qui espérait devenir le candidat naturel de la gauche de gouvernement, ne fait pas l'unanimité. Bien sûr, il a le soutien des ministres : Michel Sapin, Jean-Yves Le Drian, Najat Vallaud-Belkacem, Jean-Jacques Urvoas... «Mais cela ne suffira pas», reconnaît un vallsiste. Car il faut composer avec le silence, assourdissant, de François Hollande, qui selon un proche se désintéressera de la primaire «au premier comme au second tour». «Entre Valls et les frondeurs, il aurait dû choisir Valls, observe un autre. Mais il voit bien que son ancien Premier ministre ne fait pas le trou.»

Il y a aussi le lâchage de son «ami», son «frère», Bernard Cazeneuve, comme Valls l'avait appelé au moment de la passation de pouvoir à Matignon. Le nouveau Premier ministre a en effet annoncé dans une interview au JDD qu'il ne soutiendrait personne. Maigre consolation, l'Élysée dément d'éventuels «regrets» du président après son abdication et devant le spectacle désolant de cette entrée en campagne de Valls. «Nous n'avons jamais pensé que ces rumeurs

venaient de François Hollande, ni même de ses conseillers, mais plutôt de visiteurs du soir», observe-t-on dans l'entourage de l'ex-Premier ministre où l'on soupçonne Julien Dray.

Manuel Valls doit aussi encaisser les coups de boutoir d'Emmanuel Macron, rejoint par le cercle intime du chef de l'État, les avocats Jean-Pierre Mignard et Dominique Villemot, et encouragé par le numéro trois du gouvernement, Ségolène Royal. Et entendre le nouveau secrétaire général d'En Marche, Richard Ferrand, tenter de capter l'héritage socialiste en clamant que François Hollande «sera, je crois, assez clair dans les orientations qu'il souhaite pour notre pays, et les Français reconnaîtront qui les porte». Enfin, coup de grâce, l'ancien Premier ministre a découvert en écoutant la radio que Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, ne viendra finalement pas grossir les rangs vallsistes, préférant demeurer en retrait, lui aussi. Dans l'équipe de l'élu de l'Essonne, le délai avant le ralliement de ce grand contempteur de l'ennemi Macron était pourtant présenté avant Noël comme une question de jours. «On ne demande que cela, soutenir un candidat. Mais aucune candidature n'est enthousiasmante, glisse un hollandais. Cela manque d'ambition. Aucun ne se détache. J'ai connu la campagne des primaires avec Hollande, au moins on bossait, on cherchait dans plein de directions.» Avant de soupirer : «Valls a beau chercher lui aussi, il n'a toujours pas trouvé sa ligne de campagne. Il a dit coup sur coup qu'il était en révolte, qu'il représentait la force tranquille et qu'il voulait supprimer le 49.3 ? Cela fait beaucoup de messages différents. Même si ce n'était pas ma ligne, je préférerais quand Valls faisait du Valls, au moins il était clair, c'était finalement plus rassurant.»



MediaPorte: «Souviens-toi, Manuel... 5%!»

9 janvier 2017 Par Didier Porte

Didier Porte explique à Manuel Valls, « l'homme de la synthèse entre Jeanne d'Arc et Richard Virenque », pourquoi la « primaire de la gauche » lui sera fatale.



<https://youtu.be/fSIQrx-G-LI>

VI) Mélenchon appelle les banques à financer la campagne de Marine Le Pen

Par Emmanuel Galiero



Philippe Lopez/AFP

Le candidat de la France insoumise juge «injuste» la position du Front national, qui peine à emprunter. «Une réaction de bon sens», salue le vice-président du parti frontiste, Florian Philippot

Jean-Luc Mélenchon volant au secours du Front national: cela pourrait rester l'une des images insolites de la campagne présidentielle. Durant son intervention lundi sur BFMTV, durant laquelle il a fait le point sur le financement de sa propre campagne (il a pu récolter 8 millions d'euros auprès de deux banques coopératives), le candidat de la France insoumise a jugé la situation du Front national face aux banques «injuste».

«Ou bien le Front national est interdit comme un parti dangereux pour la démocratie, ou bien c'est un parti qui a des élus (...) comme les autres, et, dans ce cas, il n'y a pas de raison pour un banquier de faire de l'ostracisme.» Sans plaider pour que les frontistes aient de «l'argent», Jean-Luc Mélenchon s'est dit cependant «d'accord pour leur en donner et dire aux banquiers: ayez pitié du FN.» En mars 2014, dans un débat porté devant la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, Mélenchon avait pourtant défendu l'emploi de l'adjectif «fasciste» à l'égard du Front national, considérant à l'époque que le parti de Marine Le Pen revêtait les marqueurs «typiques» du fascisme.

LAPRESSEENREVUE.EU

Le FN réclame une loi

Du côté du Front national, Florian Philippot, vice-président du FN, a accueilli ce soutien à deux niveaux. «D'abord, on voit que les banques préfèrent Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, ce qui est toujours un bon révélateur du caractère anti-système de notre candidate. Ensuite, la réaction de Mélenchon est une réaction de bon sens car il est temps que toute la classe politique aille vers cette loi que l'on réclame pour obliger un établissement bancaire français à financer les candidats à la présidentielle. Il faut régler le problème une bonne fois pour toutes et seul le législateur le peut.»

Au FN, où l'on cherche encore six millions d'euros pour la campagne, on estime aujourd'hui que cette question du financement fait «consensus» dans la plupart des partis politiques, des Républicains au PS. Mais certains frontistes s'interrogent sur les motivations de la réaction aimable de Mélenchon. «Peut-être ne souhaite-t-il pas vérifier l'idée que le véritable ennemi de la grande finance, ce n'est pas lui, mais Marine Le Pen?», s'amuse-t-on dans l'entourage de la présidente du Front national.



Emmanuel Galiero

LE FIGARO · fr

VII) Primaire de gauche : Montebourg donné gagnant... mais les débats arrivent

Par Jean-Christophe Chanut

La Tribune publie son "journal de campagne" quotidien, reprenant les principaux faits et déclarations des candidats (et de leurs soutiens) à la présidentielle de 2017. Aujourd'hui : Montebourg donné gagnant à la primaire de gauche; début des débats TV et Mélenchon à la rencontre des ouvriers du Nord.



Selon un sondage sondage Kantar Sofres OnePoint pour Le Figaro, LCI et RTL, Arnaud Montebourg remporterait la primaire des socialistes et de leurs alliés avec 53% des suffrages face à Manuel Valls (47%). Mais Benoît Hamon effectue aussi une percée. (Crédits : © Stéphane Mahe / Reuters)



Jean-Christophe Chanut
@jcchanut

Primaire et débats à la télé, c'est reparti ! Deux mois après la fin de la primaire de la droite, ce sont, cette fois, les sept candidats à la primaire de « La belle alliance populaire » (les socialistes et leurs alliés) qui vont se confronter à rythme effréné sur les plateaux TV à l'occasion de pas moins de trois débats en une semaine.

Trois débats TV en une semaine !

Le premier débat aura lieu le 12 janvier à 21h sur TF1, LCI, Public Sénat et RTL, il est co-organisé par L'Obs. Comme pour la primaire de la droite, l'ordre de passage des candidats a été déterminé par plusieurs tirages au sort: un pour la première prise de parole, qui durera 1 minute 20, un pour la conclusion (également 1 minute 20) et un dernier pour le placement sur le plateau.

Ainsi, après Manuel Valls, s'exprimeront François de Rugy (Parti écologiste), Vincent Peillon, Sylvia Pinel (Parti radical de gauche), Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Jean-Luc Bennahmias (Union des démocrates et des écologistes).

Si un candidat est « interpellé », il aura un temps

de réponse de 45 secondes. Trois thématiques seront abordées lors de ce premier débat : les questions économiques et sociales (impôts, temps de travail); le terrorisme et les sujets autour de la République, de la laïcité.

Puis, le dimanche 15 janvier, les mêmes candidats se retrouveront de 18h à 20h30 sur BFMTV, RMC et iTELE, pour un deuxième débat. Puis le troisième débat aura lieu le 19 janvier sur France 2 et Europe 1 à 20h55.

Un dernier débat aura lieu le 25 janvier entre les deux tours de la primaire. Il se déroulera sur TF1, France 2 et France Inter. Il opposera les deux finalistes.

Montebourg vainqueur de la primaire selon un sondage

Les enquêtes d'opinion se suivent et ... ne se ressemblent pas. La semaine dernière, Manuel Valls était donné gagnant de la primaire de la gauche. Or, ce lundi 9 janvier, Un sondage Kantar Sofres OnePoint pour Le Figaro, LCI et RTL, réalisé sur un échantillon de 8011 personnes dont 488 certaines d'aller voter à la primaire socialiste, place Arnaud Montebourg en tête du second tour de la primaire de « la belle alliance populaire avec 53% des suffrages face à Manuel Valls (47%). Si l'ex-premier ministre est bien en tête au premier tour de cette primaire de la gauche avec 36 % des voix contre 23 % pour Arnaud Montebourg et 21 % pour Benoît Hamon, il perd donc du terrain au second tour. D'ailleurs, même Benoît Hamon

ferait jeu égal avec l'ancien premier ministre au second tour (50% chacun).

Jean-Luc Mélenchon et le Smic à 1.700 euros

Jean-Luc Mélenchon en meeting dimanche à Tourcoing (Nord) s'est posé en candidat des ouvriers et des employés et les a incité à aller voter : « Sortez de votre trou (...), ne vous autoéliminez pas de la décision, n'abandonnez pas vos bulletins de vote ». Le leader du Front de Gauche s'en est pris à Emmanuel Macron et François Fillon accusés de vouloir imposer de nouveaux sacrifices :

« Vous voilà prévenus ! Venez pas après pleurer si vous recommencez avec des Macron, des Fillon, des je-ne-sais-pas-quoi, tous ces gens qui ont la même doctrine, simplement qui vous emballent la marchandise d'une manière différente »,

Jean-Luc Mélenchon propose d'abroger la loi travail de Myriam El Khomri jugée « inacceptable, inefficace et brutale » ; un retour aux « vraies » 35 heures ; la fin du travail le dimanche, le smic à 1.700 euros « brut pour commencer et net pour finir ».



VIII) Primaire de gauche : tout est possible

Par Public Sénat (sujet : Julie Hulin)

L'incertitude est de mise pour la primaire de la gauche. La campagne de Manuel Valls semble patiner. L'ancien premier ministre cherche depuis sa déclaration de candidature à se recentrer en donnant une image plus à gauche. Mais sa volte-face sur le 49.3, qu'il souhaite supprimer après l'avoir largement utilisé, a pu paraître difficilement compréhensible. La candidature surprise de Vincent Peillon, qui vise une ligne censée toucher le cœur du Parti socialiste, n'a rien arrangé.

Résultat : tout semble possible. Si Manuel Valls arriverait toujours en tête du premier tour de la primaire de gauche devant Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint pour RTL, Le Figaro et LCI, publié dimanche, Arnaud Montebourg serait gagnant au second tour en cas de participation importante. S'il y a peu de votants, Manuel Valls l'emporterait.

Arnaud Montebourg y voit « un encouragement à continuer (son) travail. (...) la rencontre commence à se faire sentir ». Mais Benoît Hamon peut espérer jouer sa carte aussi et attaque Manuel Valls. Il lui reproche de cliver.

Hypothèses variables selon la participation

Dans le détail, ce sondage retient trois scénarios de participation : une hypothèse large avec 4,6 millions d'électeurs, une hypothèse moyenne (celle retenue par le sondeur) de 2,6 millions de votants, une hypothèse faible avec 1,3 million.

Au premier tour de cette primaire des 22 et 29 janvier, Manuel Valls serait en tête avec respectivement de 35%, 36% ou 47% des voix selon les hypothèses, devant Arnaud Montebourg (24, 23 ou 22%), Benoît Hamon (23, 21, 18%), Vincent Peillon (9, 9, 10%), Sylvia Pinel (5, 6, 2,5%), Jean-Luc Bennaïm et François de Rugy (2% ou moins chacun).

Au second tour, face à Arnaud Montebourg, Manuel Valls serait battu avec 48% des intentions de vote contre 52% à l'ex-ministre du Redressement productif dans l'hypothèse haute et 53/47 dans l'hypothèse retenue (marge d'erreur de plus ou moins 5,4 points). Dans le cas d'une participation restreinte où la marge d'erreur est plus forte, l'ancien Premier ministre l'emporterait avec 60% des voix.

Face à Benoît Hamon, Manuel Valls ferait jeu égal dans les deux premières hypothèses (51/49 pour Hamon et 50/50) et l'emporterait en cas de participation restreinte.

Ces chiffres proviennent des intentions de vote de 488 personnes (hypothèse moyenne) tout à fait certaines de participer à la primaire. Sur tout l'échantillon interrogé, soit 8.011 personnes, 73%

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue